

ELECTIONS PROFESSIONNELLES DU 20 OCTOBRE

LES AGENTS DE LA DGFIP PLACENT LA CGT EN TÊTE AU SCRUTIN POUR LE COMITE TECHNIQUE MINISTERIEL

Les élections professionnelles du 20 octobre 2011 dans la Fonction publique ont livré l'essentiel de leurs résultats à la DGFIP.

Une nouvelle fois, avec une participation de 86,72 % au scrutin pour le comité technique ministériel (CTM), les agents ont montré l'importance qu'ils accordaient à leur représentation pour défendre leurs droits et leurs revendications face à l'administration.

A l'heure où ces lignes sont écrites, les résultats sont quasi définitifs :

-pour le comité technique ministériel, ce scrutin constituant dorénavant le socle de la représentativité de chaque syndicat au niveau national,

-pour les comités techniques locaux dont l'agglomération des résultats donne la représentativité au comité technique de réseau (ex CTPC).

Ils ne sont encore que provisoires pour les CAP nationales. Ils sont partiellement remontés pour les CAP locales ce qui ne permet pas une analyse pertinente.

Des tendances lourdes peuvent maintenant être observées et **l'événement essentiel de ce scrutin est bien constitué de la large victoire de la CGT que les agents de la DGFIP ont choisi de placer en tête au CTM**

En effet sur 101 754 suffrages valablement exprimés, La CGT arrive en première position avec 30248 voix représentant 29,73%. Viennent ensuite Solidaires Finances avec 23.01%, FO avec 19,66% et la CFDT avec 12,21%. Les autres syndicats obtiennent respectivement 5,89% pour l'alliance CFTC-UNSA, 5,01% pour la FSU, 2,41% pour la CGC et 2,09% pour la FGAF. Pour les élections aux comités techniques locaux, sur 102045 suffrages valablement exprimés, l'Union Snui-Sud Solidaires obtient 32,96% et la CGT 29,13%. Viennent ensuite FO avec 20,65%, et la CFDT avec 11,07%, la CFTC avec 2,72% et l'UNSA avec 1,78%.

Les listes présentées par les autres syndicats obtiennent moins de 1% des voix chacune.

Le résultat global de ce scrutin est donc différent de celui du CTM. Même si les résultats doivent faire l'objet d'une analyse plus affinée, l'absence de listes au niveau local d'organisations syndicales présentes pour le scrutin au CTM constitue un élément significatif. Il s'est traduit par un report de voix important sur l'Union Snui-Sud Solidaires. Pour sa part la CGT conserve l'électorat exprimé en CTM.

Au vu des éléments disponibles pour les CAP nationales, la CGT progresse globalement de un point. Elle est première chez les géomètres, en catégorie C et en CCP ; elle est seconde dans la catégorie B et chez les inspecteurs. Elle enregistre un léger progrès dans la catégorie A malgré la présence d'un nombre important de listes.

La CGT Finances publiques est le syndicat qui aura le plus grand nombre d'élus en CAP nationales.

Le contexte général dans lequel se sont déroulées ces élections est profondément marqué par le maquillage idéologique gouvernemental et médiatique visant à faire accepter les politiques d'austérité. Il est aussi marqué du sceau des réformes et restructurations placées sous l'égide de la RGPP et qui pèsent lourdement sur les conditions de vie au travail des personnels,

Dans cette situation le choix des agents de placer la CGT en tête au CTM constitue une réponse à la hauteur des enjeux auxquels ils sont confrontés. Ce résultat leur donne en effet des possibilités nouvelles de s'appuyer sur le syndicalisme de lutte et de propositions qu'entend incarner la CGT pour faire valoir leurs revendications. Elle leur donne aussi l'assurance de disposer d'élus et de représentants qui œuvreront sans relâche en ce sens.

Ce résultat mérite d'autant plus d'être apprécié au regard des incidents qui ont émaillé les opérations de vote et souvent privé les agents de pouvoir exprimer leur choix dans des conditions normales.

Ces très bons résultats de la CGT Finances Publiques à ces premières élections professionnelles au sein de la DGFIP plaident pour une action collective résolue contre les politiques régressives et pour le gain de nouveaux droits. C'est à la traduction de cette démarche que la CGT Finances publiques et ses élus vont maintenant s'atteler.

La CGT Finances publiques remercie les milliers d'agents de la DGFIP de toutes catégories qui ont fait le choix du vote CGT. Avec ses élus, elle tient à assurer l'ensemble des personnels de sa volonté de se placer en permanence à la hauteur de leurs attentes et de son engagement indéfectible en faveur de leurs revendications.

Elle donnera des éléments d'analyse plus complets sur ces élections une fois tous les résultats définitifs connus.

Vendredi 28 octobre 2011

Nouvelle initiative des salariés de la réparation navale : Brest est le premier port de réparation navale civile en France et doit le rester !

En déposant symboliquement aujourd'hui l'étrave d'un navire Place de la Liberté les salariés de la Sobrena avec leurs syndicats entendent associer l'ensemble des brestoises et brestois à leur lutte pour que soit maintenue et développée une activité de réparation navale sur Brest génératrice d'emplois ouvrant des perspectives pour l'avenir.

La lutte des salariés de Sobrena concerne toutes les activités industrielles de Brest. C'est dans ce sens que des salariés et des syndicats de nombreuses entreprises se sont mobilisés en apportant leur soutien dans un rassemblement devant la sous-préfecture le mardi 25 octobre.

Aujourd'hui, un seul homme, Meunier Pdg de la Sobrena, ne peut décider de l'avenir du port de Brest. Il faut de l'emploi pour aujourd'hui et pour les générations futures.

Le port de Brest a des atouts et permet le développement de toutes les activités industrielles liées à la mer.

Le port de Brest ne peut pas pour le futur se limiter à être un musée ou un port de plaisance !

Aujourd'hui les salariés de la réparation navale veulent continuer l'activité avec leur outil de travail, les infrastructures et leur savoir-faire. Ils ont besoin de navires de suite.

Il faut que l'Etat prenne ses responsabilités : à lui maintenant, comme il l'a fait dans le Morbihan pour la fonderie SBFM, de créer les conditions d'une poursuite d'activité. La réparation navale est un enjeu de politique industrielle nationale. La Cgt exige une rencontre avec le Ministère de l'Industrie dans les plus brefs délais.

Il faut que chaque collectivité publique demande des comptes et assume ses responsabilités.

Après la table-ronde du 24 octobre, une nouvelle réunion a lieu vendredi. Nous y porterons les exigences des salariés et de la population. Un compte-rendu sera fait place de la Liberté à midi. **Suivi du baptême de l'étrave symbolique de la poursuite de l'activité de réparation navale à Brest.**

Venez nombreux et mobilisez vous ! pour les perspectives d'emploi à Brest Place de la Liberté dès 12 heures VENDREDI 28 OCTOBRE

Pour des informations récentes, rapides et régulières

Vous avez la possibilité de recevoir des lettres d'information de notre syndicat national et de notre section syndicale CGT Finances Publiques. Des articles relatifs au fonctionnement et à l'actualité de nos services, aux réformes, aux réunions statutaires locales et nationales peuvent être ainsi adressés par notre syndicat local ou/et national aux agents qui nous ont autorisé l'accès à leur messagerie. De nombreux agents en sont déjà destinataires.

Bulletin à renvoyer à: Jean-Paul Cam SIP de Brest Rade 8 rue Duquesne 29606 Brest Cedex ou par mél à cgt.ddfip29@dgfip.finances.gouv.fr

Je soussigné(e),

Nom:.....Prénom

Affectation :.....accepte de recevoir des informations de l'organisation syndicale ci-dessus dans la boîte électronique suivante :

.....@dgfip.finances.gouv.fr Les envois pourront cesser sur simple demande de ma part.

Fait à le :Signature :